

Pourquoi les pays riches en matières premières sont parfois les plus pauvres ? C'est ce que semble décrire la fameuse "malédiction des ressources naturelles" ou "*resource curse*" en anglais. Cette théorie a été étayée, dans les années 1990, par les économistes Sachs et Warner. Sur l'ensemble des 95 pays qu'ils étudient, la proportion des exportations de ressources naturelles a un impact négatif sur la croissance.

Alors, existe-il une malédiction des ressources naturelles ?

Les travaux de Raouf Boucekkine, économiste, permettent de décrypter ce phénomène. Il s'intéresse à l'Algérie et à la République Démocratique du Congo, deux exemples phares de cette conjecture et, en même temps, très différents. Mais avant de plonger à la rencontre de leur histoire, étudions à la loupe ce mécanisme.

Si la malédiction des ressources se manifeste différemment en fonction des pays, le cocktail a souvent le même goût :

La malédiction des ressources naturelles : une fatalité ?

Les cas de la RDC et de l'Algérie

La "Suisse de l'Afrique" : le Botswana

Le Botswana est un contre-exemple édifiant à la malédiction des ressources naturelles. C'est la 3e réserve mondiale de diamant de la planète, et il a le taux de croissance du PIB le plus élevé de la dernière décennie (5,4% en 2014).

L'exception confirme-t-elle la règle ?

Oui, si on considère qu'une mauvaise gouvernance est la principale cause de cette "resource curse". Le Botswana, comme la Zambie, sont deux pays qui n'ont pas connu de guerre civile ni de dictature pourtant la croissance de la Zambie est loin derrière celle du Botswana. Ce dernier tire ses revenus du diamant et l'autre, du cuivre. Si les cours du cuivre sont plus volatiles, c'est surtout la structure politique qui importe. Alors qu'en Zambie, le parti au pouvoir dispose d'un faible contrôle, le contraignant aux pratiques de clientélisme, le Botswana se caractérise par des institutions fortes qui assurent l'application des politiques de développement votées.

Les ingrédients

• Absence de diversification

L'exportation des ressources naturelles devient vite une des principales sources de revenus de ces économies. Leur activité se concentre sur l'exportation. La richesse devient donc une dépendance aux cours mondiaux ou encore à leur capacité d'extraction.

• Court-termisme

Aussi appelé "Short-termism". Forts de leur richesse naturelle, les pays se contentent de consommer. C'est l'effet de voracité (voracity effect). L'argent gagné n'est pas investi, et l'économie se porte sur la consommation.

• Mauvaise gouvernance

C'est peut être le plus déterminant. La malédiction des ressources n'est en réalité pas une fatalité : elle est surtout due à une mauvaise gouvernance. C'est le cas pour les Etats faibles où diverses factions luttent pour s'accaparer les ressources. Un phénomène appelé la "captation de la rente" qui peut aller jusqu'à la guerre civile. Mais il s'agit aussi d'une mauvaise gestion, principalement due aux mécanismes de l'économie rentière : corruption, absence de stratégies économiques de long-terme...



La République Démocratique du Congo

La République Démocratique du Congo est le deuxième plus grand pays d'Afrique après l'Algérie.

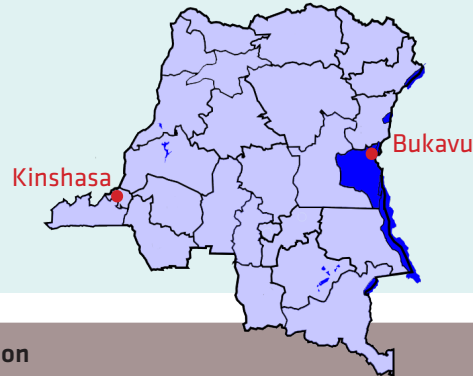
Grand comme 4 fois la France, son sous-sol regorge de matières premières :

- 50% du cobalt mondial
- 60% du coltan mondial
- 4^e réserve de diamant
- Biodiversité incroyable : Forêts, parcs, réserve d'eau...

Et pourtant, les conditions de vie sont déplorables : 80% des habitants vivent avec moins de 1 dollar par jour.

Le Sud-Kivu est une des régions qui subit le plus cette malédiction des ressources naturelles. C'est une région très pauvre, avec un fort taux de fécondité et qui vit grâce à l'agriculture de subsistance.

Or, il s'agit de la région la plus riche du pays : or, coltan et cassitérite y fleurissent.



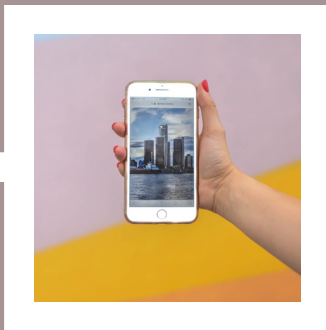
La capitale de la province du Sud-Kivu, Bukavu, est située à 2000 km de distance de la capitale du pays, Kinshasa, ce qui la rend difficilement gouvernable pour le pouvoir central. Les infrastructures manquent (notamment routières) et les chefs coutumiers y règnent en maîtres.

Les frontières poreuses ne peuvent contenir les milices ou flux migratoires venant de l'étranger. Le Rwanda et l'Ouganda voisins ne se font pas prier pour se servir.

L'insécurité de la région oscille entre conflits fonciers et pillage des ressources. Pour exemple, malgré la fin officielle de la grande guerre d'Afrique en 2002, la région a de nouveau été envahie en 2004 par le milicien Laurent Nkunda, financé par les Rwandais.

La malédiction du coltan gangrène la région

Le coltan est indispensable à la fabrication de nouvelles technologies ou encore d'équipements aéronautiques. C'est dire sa grande valeur dans un monde toujours plus connecté. Il est au cœur du conflit le plus meurtrier qu'ait connu la planète depuis la Seconde Guerre mondiale. Tous se l'arrachent. Le trafic illégal du minerai détériore l'environnement ainsi que la stabilité de la région. La population locale abandonne souvent l'agriculture pour plonger dans les sous-sols.



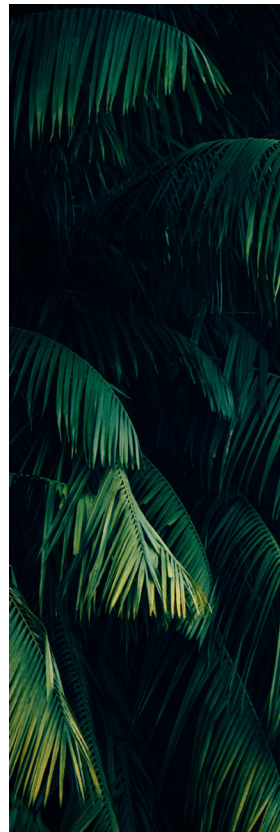
Les droits humains sont sérieusement mis en péril dans ces conditions : l'exploitation de la main d'œuvre n'a pas d'âge, ni de limite.

Qui en profite ?

La région du Kivu est le vivier d'un commerce que les grandes firmes internationales s'arrachent.

Quelle place a la communauté internationale ?

Les Nations Unies ont commencé à pointer du doigt ces exactions à partir des années 2000. Un rapport de 2015 dénonce l'extraction illégale des sous-sols congolais et met en cause l'Ouganda, le Rwanda ainsi que le Burundi. Le rôle des nombreuses multinationales pour la plupart occidentales a aussi été dénoncé, grâce à la publication d'une liste rassemblant 85 entreprises. Toutefois, aucune sanction contraignante n'a été mise en place, laissant l'impunité régner.

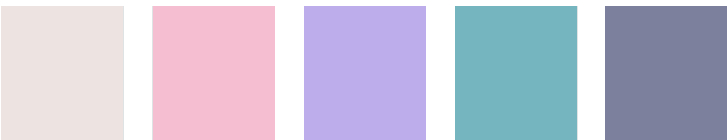


L'inertie culturelle

La mauvaise gouvernance repose parfois sur des coutumes et habitudes difficiles à modifier. Il en va ainsi lorsque le pays ou la région se focalise sur une ressource naturelle, sans diversifier son activité économique.

C'est le triste exemple de l'île Idjwi, située sur le lac Kivu. Elle a basé l'ensemble de son économie sur la banane plantain en dépit d'une biodiversité incroyable. Mais lorsqu'un choc exogène vient tacler les prix, la crise terrasse l'ensemble de l'économie.

Dans cette île une épidémie de bactérie a fait chuter la production. La structure économique n'étant pas résiliente, les habitants ont persévéré dans la culture bananière, ce qui les a appauvris davantage.



L'Algérie

L'Algérie est le plus grand pays d'Afrique. Sur son sol, les gisements de pétrole sont parmi les plus importants du monde. Mais au-delà, l'Algérie est aussi riche en gaz et possède un sous-sol plein de minerais divers et variés : plus d'une trentaine !

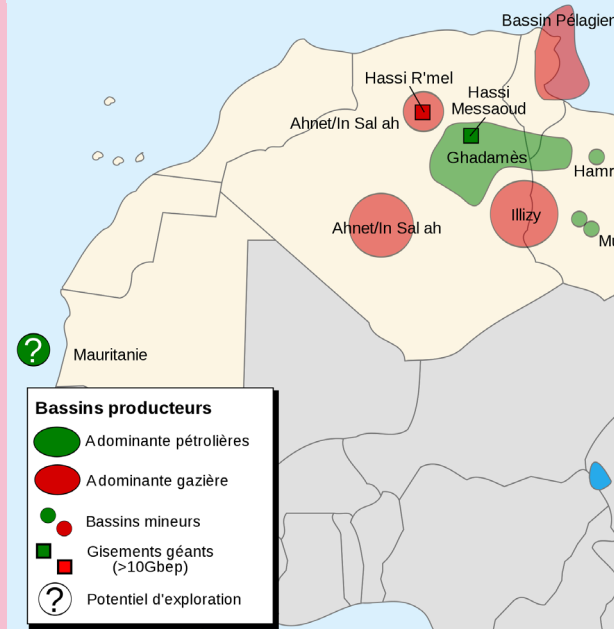
La situation du pays est différente de celle que connaît la RDC. L'Algérie ne fait pas face au délitement de l'État ni à des conflits fonciers.

Pourtant, son PIB et ses exportations sont fortement dépendants du secteur des hydrocarbures. Elle tire 95% de ses revenus de l'exportation.

À eux deux, la RDC et l'Algérie montrent que la question de la gouvernance occupe une large place dans la gestion de ces ressources et qu'elle détermine l'avenir économique des pays.

Principaux problèmes de gouvernance :

- **“Dépenser sans compter”** : les dépenses courantes sont hors normes. À titre d'exemple, la fiscalité (hors hydrocarbures) ne couvre que 40% des dépenses publiques en 2011. Pourtant le gouvernement redistribue tous azimuts.
- **Subventions implicites** : elles sont non incluses dans le budget (par exemple, l'État importe de l'essence mais la revend moins chère). Principalement énergétiques, ces subventions poussent le pays à surconsommer. Dans les 5 dernières années, le taux annuel de consommation énergétique a augmenté de 10%.
- **Sous-industrialisation** : la part de l'industrie n'a cessé de décliner depuis 1980, passant de 20 à 5% en 2011.
- **Importations** : elles ont doublé en points de PIB en l'espace de 10 ans et ne signifient pas une intégration dans le commerce international. Elles ont remplacé la production nationale.
- **Modèle de croissance** : il est principalement tiré par la dépense publique. L'investissement privé est de l'ordre de 10% et le marché financier est très peu développé.
- **Instabilité législative** : première loi de pétropolitique (Friedman, 2004), la libéralisation politique et économique est fonction du prix du baril. Lorsqu'il est élevé, on autorise la libéralisation. Dans la situation inverse, on opte pour une politique de patriotisme économique.



Pourquoi une telle gouvernance ?

Depuis l'effervescence causée par les Printemps arabes, le gouvernement a adopté des mesures visant à maintenir le consensus social. Il a ainsi revalorisé les salaires et accentué la politique de subvention. Le principal frein aux réformes économiques est donc politique. Pour conserver l'adhésion populaire et la stabilité, le gouvernement est incapable de changer de modèle. D'autant qu'ici aussi joue un phénomène d'inertie culturelle. Les Algériens fonctionnent sur le mode rentier et il leur est très difficile de changer. C'est un modèle addictif d'où découle une autre forme de rigidité culturelle.

© Crédit photos : RB_tobias-tullius-791004-unsplash, Element5-digital-719846-unsplash, Chuttersnap-564281-unsplash, Mike-Dorner-173502-unsplash, Daniel-Olah-1121508-unsplash

Source : Cycle de conférences Sciences Echos. Raouf Boucekkine, AMU, AMSE, IMÉRA.

Raouf Boucekkine est mathématicien et économiste. Il est directeur de l'IMÉRA, l'Institut d'études avancées d'Aix-Marseille Université, et membre senior de l'Institut universitaire de France (IUF). © AMSE - 2019